

Apparemment le Gouvernement espagnol... a supposé que les dispositions prises par le Royaume-Uni et les autres membres du comité de non-intervention au sujet du transport seraient adoptées sans difficulté par tous les autres membres de l'Empire britannique, et ils ont, par conséquent, refusé de fournir eux-mêmes d'autres fonds<sup>7</sup>.

Bien entendu ce n'était pas le cas. Pour la question des frais de rapatriement des volontaires, l'attitude canadienne différait maintenant de celle de la Grande-Bretagne. Elle se rapprochait de celle des États-Unis, mais n'aboutissait pas aux mêmes résultats. Le Gouvernement des États-Unis avait refusé de payer le rapatriement des volontaires américains du bataillon Abraham Lincoln et, en conséquence, le Gouvernement espagnol finançait toujours leur retour.

Tout au long de cette période, les hommes politiques canadiens se montrèrent très sensibles au plus léger manque de considération envers le statut international que le Canada venait juste de se donner. Ils ne pouvaient manquer de se sentir vexés du fait que le Canada était toujours considéré comme une partie de « l'Empire », même par un gouvernement plongé dans la situation horrible où se trouvait la République espagnole. On peut avancer, cependant, que la politique canadienne n'aurait peut-être pas été aussi rigide si l'exemple des États-Unis n'avait pas occupé le premier plan dans l'esprit des hommes politiques. Cette situation devait produire une modification subtile de la politique, approuvée en octobre 1938 par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures interimaire, en ce sens que :

... aucune mesure ne doit être prise dans le but de réduire les activités des amis canadiens des volontaires qui ont envoyé ces derniers en Espagne et doivent payer leur retour s'il existe un moyen de les persuader de le faire<sup>8</sup>.

Alors qu'en octobre l'accent de la politique canadienne portait sur « aucune mesure », à la fin de décembre il portait sur « toute mesure » qui pourrait les inciter à payer, malgré le peu de chances que ces mesures avaient de se réaliser. C'est dans ce contexte que M. Alexander Albert MacLeod, président de la Ligue canadienne pour la paix et la démocratie, fait une brève apparition sur la scène politique en tant que héros de l'un des plus curieux épisodes de l'histoire de la diplomatie canadienne entre les deux guerres.

L'organisation de MacLeod a été la principale manifestation du « front populaire<sup>9</sup> » au Canada; elle était membre du Comité mondial du *Komintern* de lutte contre la guerre impérialiste et le fascisme. Pendant la Guerre civile d'Espagne, la Ligue canadienne pour la paix et la démocratie complétait les activités du Comité d'aide à l'Espagne et, plus tard, celles des Amis du Bataillon MacKenzie-Papineau en Espagne (MacLeod était l'un des vice-présidents du Comité d'aide à l'Espagne en même temps que Tim Buck et de nombreux autres Canadiens en vue qui, semble-t-il, n'étaient pas membres du Parti communiste canadien). Bien que chacune des organisations précitées ait servi de « façade »

<sup>7</sup> *Ibid.*

<sup>8</sup> Mémoire ministériel du 19 octobre 1938. Ce mémoire a été « présenté à M. Lapointe, qui y a donné approbation générale » par M. J. E. Read, conseiller juridique du ministère. Cette note manuscrite quant à M. Lapointe ne se trouve pas sur la copie du mémoire des *Documents King, A.P.C.*

<sup>9</sup> La nouvelle « ligne » politique de l'Internationale communiste, énoncée au cours de son 7<sup>e</sup> Congrès, tenu à Moscou à l'été 1935.